

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 2 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 25/03/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **La Limouzinière Energies**

213 cours Victor Hugo  
33300 Bordeaux

**Références :** N4-2025-321\_RI  
**Code AIOT :** 0006306691

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement La limouzinière Energies implanté à La Limouzinière 44 310. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- La Limouzinière Energies
- La Limouzinière 44 310 La Limouzinière
- Code AIOT : 0006306691
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de La Limouzinière, propriété de la société LA LIMOUZINIÈRE ENERGIES, implanté sur la commune de La Limouzinière, est composé de 3 éoliennes de 2,05 MW chacune et d'un poste de livraison, représentant une puissance totale installée de 6,15 MW. La société WPO assure le suivi du site en qualité d'exploitant technique, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
8	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dépôt des données d'inventaires	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
2	Sécurisation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
3	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
4	Affichage des consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
6	Exercice accident / incident	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
7	Test de mise à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
9	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 - I.
10	Maintenance des systèmes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 - III.
11	Actions correctives	AP Complémentaire du 09/10/2019, article 4

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été constatée. Des précisions sur l'exhaustivité des vérifications électriques sont attendues.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Dépôt des données d'inventaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépôt des données d'inventaire
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le certificat de dépôt des données environnementales sur la plateforme Depobio en date du 08/03/2022 pour le dernier de rapport de suivi de mortalité et d'activité de l'avifaune et des chiroptères pour l'année 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°2 : Sécurisation des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurisation des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'éolienne E2 a été contrôlée. L'accès à l'aérogénérateur était bien fermé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°3 : Identification des aérogénérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des aérogénérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'éolienne E2 a été contrôlée. Le numéro d'identification est bien visible sur le mât.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°4 : Affichage des consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Affichage des consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

**Constats :**

Le panneau à l'entrée du site de l'éolienne E2 est en bon état et contient les informations demandées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°5 : Formation du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation

**Prescription contrôlée :**

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les attestations de formation pour les trois personnes en charge de l'exploitation du parc éolien. La formation pour les risques accidentels a été effectuée le 15/01/2021 et un recyclage est prévu en 2026.

La date du précédent exercice d'entraînement n'a pas été communiquée. Le prochain exercice avec les services de secours est prévu en 2025 et le prochain exercice de simulation d'accident interne est prévu en 2027.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Si aucune fréquence n'est indiquée dans la prescription, une fréquence annuelle pour les exercices réalisés en interne est vivement recommandée par l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°6 : Exercice accident / incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion accident / incident
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni l'extrait de registre consignait les exercices d'entraînement. Il a également produit le document traçant les conditions de réalisation, l'analyse de retour d'expérience et les éventuelles mesures correctives mises en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°7 : Test de mise à l'arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à l'arrêt
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports de maintenance réalisés du 22 au 25 juillet 2024 pour l'ensemble des éoliennes. L'ensemble des points prévus à la prescription ont été testés et sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°8 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a produit les rapports de vérification électrique pour chacune des éoliennes et le poste de livraison réalisés par la société SOCOTEC le 07/10/2024.

Les rapports font apparaître deux non-conformités mineures pour les éoliennes E1 et E2.

L'exploitant indique que les non-conformités sont suivies mais qu'elles ne font pas l'objet d'une consignation dans un registre particulier. Le rapport de vérification électrique de l'année suivante sert d'indicateur de leur bonne résolution.

Les rapports indiquent que l'ensemble des installations n'a pas pu être vérifié. L'exploitant explique être en désaccord avec le prestataire en charge de la vérification électrique sur l'interprétation de l'exhaustivité des vérifications. Des échanges sont en cours pour définir une position commune.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Quelle que soit l'issue des échanges avec le prestataire, les rapports doivent confirmer l'exhaustivité des vérifications électriques. Si nécessaire, l'exploitant procède aux vérifications électriques lors des périodes de maintenance permettant l'accès à l'ensemble des installations à vérifier.**

**Enfin, une consignation du suivi des non-conformités est vivement conseillée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**N°9 : Contrôle des brides de fixation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Brides de fixation

**Prescription contrôlée :**

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

**Constats :**

Les brides de fixation font l'objet d'une vérification annuelle. Cette vérification est visuelle (marque de serrage) et acoustique. La vérification du couple de serrage est effectuée tous les 24 mois pour 1/5e des brides de fixation.

L'exploitant a fourni les rapports de vérification des brides pour chaque éolienne en date du 26 et 27 juillet 2024. La totalité des brides de fixation contrôlées est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°10 : Maintenance des systèmes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Systèmes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

**Constats :**

L'exploitant a fourni les rapports de maintenance réalisés du 22 au 25 juillet 2024 pour chaque éolienne. Les équipements de sécurité ont été vérifiés et leur fonctionnement est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°11 : Actions correctives**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/10/2019, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bridage en faveur de l'avifaune et des chiroptères

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 4 du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement.

En cas de mortalité notable de la faune volante constatée en cours de suivi, le pétitionnaire propose à l'inspection des installations classées, une programmation de bridage pour l'avifaune ou de renforcement du bridage en place pour les chiroptères. Ce bridage ou renforcement de bridage en place doit être effectif dans le plus bref délai suivant le constat de mortalité notable et au plus tard, une semaine après ce même constat

**Constats :**

L'exploitant a fourni sur demande de l'inspection des installations classées un extrait de fonctionnement de l'éolienne E1 entre le 8 et le 15 août 2024 comportant la température extérieure, la vitesse de vent mesurée au niveau de l'éolienne et les heures de déclenchement et de fin du bridage. Il a pu être constaté la bonne implémentation du bridage.

D'autre part, en conclusion du dernier rapport de suivi d'activité et de mortalité de l'avifaune et des chiroptères, le bureau d'études recommandait un bridage des éoliennes lors des travaux agricoles sur la parcelle d'implantation de chacune des éoliennes ainsi que la plantation de 100 mètres linéaires de haies. L'exploitant indique avoir tenté de prendre contact avec les exploitants agricoles pour la mise en place des deux mesures mais sans succès.

Il n'a pas été constaté de mortalité sur le site depuis la réalisation du dernier suivi d'activité et de mortalité en 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite